

Conférence de presse conjointe du Président de la République et de Jonas Gahr Støre, Premier ministre de la Norvège.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup Monsieur le Premier ministre, cher Jonas. Mesdames et Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs.

Le Premier ministre a parfaitement retranscrit l'état d'esprit de cette visite d'État qui repose sur, au fond, l'amitié et la confiance dans un monde de plus en plus incertain, et une amitié et une confiance qui, même si nos relations diplomatiques ont 120 ans, et si on pouvait aisément convoquer notre histoire jusqu'à Guillaume le Conquérant pour trouver des liens entre nos deux pays. Elle repose en effet sur des combats profonds qui ont marqué notre histoire. Vous l'avez évoqué, au début de la Deuxième Guerre mondiale, Narvik, mais je n'oublie pas aussi vos soldats qui ont débarqué sur nos plages pour nous libérer.

Et au fond, cette histoire de bravoure réciproque pour la liberté de l'autre est sans doute à coup sûr ce qui nous lie. Et le Premier ministre l'a parfaitement dit, nous avons cette histoire commune, nous avons nos chercheurs qui travaillent main dans la main au Svalbard, nous avons à Tromsø, les nombreuses escales de notre marine nationale, au large de Bergen TotalEnergies qui peut s'appuyer sur sa connaissance du plateau continental pour travailler avec ses partenaires norvégiens, pour capture de carbone et son stockage. Et au fond, ce lien fait qu'il y a quelque chose d'évident à ce partenariat stratégique que nous venons de signer. Mais il fallait une volonté pour le faire et il fallait aussi, 41 ans après, revenir. Puisque la dernière visite d'État datait d'il y a 41 ans, ce qui paraît vertigineux. Et donc, à travers, en effet, ce partenariat stratégique que nous venons de signer, nous réhaussons nos coopérations en matière de sécurité et de défense. Et je salue nos entreprises qui ont emmené aussi des partenariats nouveaux. On a de nombreux projets ensemble et j'espère des projets des plus ambitieux possibles : la sécurité énergétique, la décarbonation de nos industries, l'intelligence artificielle, le quantique, l'innovation, les matériaux critiques, l'économie bleue, la lutte contre le changement climatique, la protection des océans, la santé mondiale. La liste est impressionnante de ce qui structure ce partenariat.

Je vais pouvoir vous dire, Monsieur le premier ministre, que la France est un partenaire fiable, et peut-être si vous le souhaitez, un partenaire essentiel pour la Norvège dans ses relations avec l'Union européenne et aussi à titre bilatéral dans tous les domaines que je viens, de manière non exhaustive, de citer. Nous sommes engagés ensemble pour trouver des solutions aussi aux défis globaux, le changement climatique et la biodiversité ; et je veux saluer ici l'engagement sans faille de votre pays et les financements impressionnants que vous avez constamment attribué aux grands projets internationaux, qu'ils soient pour la préservation des forêts primaires sur le Continent Africain ou pour la santé mondiale, qui sont des combats inséparables avec *One Health* et dans lesquels nous croyons profondément.

Mais je veux ici aussi dire que nous sommes alliés pour trouver des solutions concrètes par l'innovation aux défis climatiques et énergétiques. Et l'accord bilatéral sur la capture et le stockage de carbone est quelque chose d'inédit. Nous avons signé le protocole additionnel de Londres qui permet justement maintenant l'exportation hors UE de ce carbone ainsi stocké. Et nous avons des entreprises qui ont décidé de ces partenariats. L'usage des technologies va pouvoir justement accroître des solutions concrètes. Et qu'il s'agisse, en ce qui nous concerne, de renouvelables, de nucléaire, d'efficacité énergétique, et maintenant, de capture et de stockage de carbone, ce sont des solutions concrètes pour obtenir la neutralité en 2050 à laquelle nous sommes engagés. La Norvège et la France sont aussi des partenaires en matière de sécurité et de défense, je le disais, engagés main dans la main depuis le premier jour, en particulier pour réagir à la guerre d'agression russe en Ukraine. Et je veux saluer ici votre engagement constant, Monsieur le premier ministre, et le rôle clé de votre pays dans la coalition des volontaires que nous avons mise en œuvre depuis le mois de février dernier, et engagement aussi constant que nous souhaitons renforcer. J'ai eu la chance tout à l'heure d'échanger longuement et d'avoir un briefing militaire réservé. Nous voyons combien les défis aussi de cette région sont clés.

Je veux vous dire combien ils sont pris en compte avec sérieux, constance et exigence par la France, et que vous pourrez compter sur tous ces sujets-là, sur notre engagement à vos côtés pour faire face à tous les défis stratégiques de cette région. Et à cet égard, la Frégate multi-mission Normandie, qui fait actuellement escale à Oslo, ne le fait pas par hasard. J'aurai l'occasion de m'y rendre demain, après le moment que nous passerons ensemble, les honneurs rendus à vos soldats. À ce titre aussi, je veux souligner combien, au moment où l'Europe conduit un réveil stratégique indispensable, nous avons beaucoup poussé, nous avons renforcé nos mécanismes justement pour bâtir une défense plus européenne avec les mécanismes, des instruments européens SAFE et EDIP, un soutien à la base industrielle et technologique européenne. Et je veux dire ici que nous avons constamment veillé à ce que la Norvège soit associée à ces projets d'une Europe plus souveraine et que ce sera pour nous aussi un élément évidemment constant pour nous assurer de votre ancrage et de votre proximité.

La Norvège, en effet, est un partenaire clé pour la souveraineté et la compétitivité de notre Europe. Grâce à votre engagement depuis plus de 30 ans au sein de l'espace économique européen, et grâce à tous les projets que nous avons aujourd'hui signés. Sur tous les défis et les grandes transitions, comme nous venons de le voir dans cette table ronde, qu'il s'agisse d'énergie, qu'il s'agisse de défense et de sécurité, qu'il s'agisse de finances ou qu'il s'agisse de quantique ou d'intelligence artificielle, nous avons beaucoup à faire ensemble et je pourrais aussi convoquer les minerais critiques et tout ce qui permet de bâtir une plus grande souveraineté européenne.

Voilà, Monsieur le premier ministre, cher Jonas, ce que je voulais dire en parfaite syntonie avec vos propos. J'ai le sentiment ici d'être, au fond, dans un pays ami qui partage nos inquiétudes, mais qui ne regarde pas avec simplement inquiétude le monde tel qu'il va, mais avec détermination et avec une volonté de s'organiser, de prendre aujourd'hui les dispositions nécessaires pour être plus indépendants, pour faire face aux défis stratégiques que nous connaissons, et pour ne rien céder à l'esprit de défaite du temps présent. Et vous pouvez, à cet égard, compter pleinement sur la France. Sachez-le. En tout cas, merci pour l'accueil chaleureux qui nous a été fait et pour le temps passé depuis mon arrivée ce matin.

Animatrice

Now we will open up for questions.

Marie MOLEY

Monsieur le Président, estimez-vous que les frappes américaines constituent une violation du droit international, comme l'a reconnu le premier ministre norvégien quelques heures avant votre arrivée à Oslo ? Ou est-ce que vous estimez qu'il n'y a aucune raison de critiquer les frappes américaines, comme l'a affirmé le chancelier allemand il y a quelques heures ? Où se situe la France ? Est-ce que vous pourriez clarifier la position de la France sur ce point ?

Deuxième petite question, Donald Trump a évoqué hier le fait que le régime en Iran pourrait être renversé. Vous disiez vous-même que l'usage de la force pour renverser le régime mènerait au chaos. Est-ce que le président américain est en train de mener la région au chaos ?

Emmanuel MACRON

Écoutez, je l'ai dit dès le début, si on peut considérer qu'il y a une légitimité à neutraliser des structures nucléaires en Iran compte tenu des objectifs qui sont les nôtres, il n'y a pas de cadre de légalité. Non. Et donc il faut le dire tel que c'est, il n'y a pas de légalité à ces frappes. Même si la France partage l'objectif de ne pas voir l'Iran se doter de l'arme nucléaire, nous considérons avec constance depuis le début que c'est par la voie diplomatique et technique que cela peut se faire. Et je le dis parce que j'entends beaucoup de commentateurs qui au fond vous renvoient à une forme d'inefficacité quand vous défendez la voie diplomatique sur ces sujets. Mais quand on a de la constance, on peut prétendre avoir de l'efficacité. Nous avons participé aux négociations en 2015, du traité du dit JCPOA. La France, d'ailleurs, a contribué à le renforcer avec des mécanismes dont on parle beaucoup qui sont encore sur la table, comme celui du « snapback ».

Les Etats-Unis ont décidé de sortir du JCPOA, trois ans plus tard. La France l'a regrettée. Je me suis d'ailleurs constamment battu pour renégocier ce cadre, l'élargir, organiser des rendez-vous. Mais ce cadre n'étant plus respecté, nous avons pu moins bien suivre le programme nucléaire iranien. Et nous, nous continuons de penser que c'est par en effet la négociation, le réengagement que nous pouvons l'obtenir. Votre deuxième question... C'était le changement de régime. Je suis constant et je l'ai toujours dit, et donc je continuerai de le dire. Je crois à la souveraineté des peuples et à l'intégrité territoriale. J'y crois en Ukraine et d'ailleurs, je constate que nous y croyons tous puisque nous le défendons. Donc ça vaut partout dans le monde. Il n'y a pas de double standard. Et les Européens, parce qu'ils défendent un universalisme du droit international, parce que c'est justement ce qui est au cœur de nos principes et de notre engagement de le défendre partout. Et donc je ne pense pas qu'on puisse se substituer à un peuple pour changer ses dirigeants. Et quand je regarde l'histoire contemporaine récente, je pense qu'à chaque fois qu'on a fait ce choix, quelle que soit la légitimité de l'approche initiale, et il pouvait y en avoir parfois, on a commis une erreur pour ne pas dire une faute et on n'a jamais conduit à plus de stabilisation. J'ai eu tous les dirigeants de la région hier, je n'en ai pas entendu un rassuré par ce qui était en train de se passer. Et donc je pense que si changement de régime il doit y avoir en Iran, il doit être le fruit du peuple iranien lui-même. Pas de bombes.

Journaliste

Mr President, welcome to Oslo in my hometown. We would like to ask you about the possibility of a widening of the conflict. Do you see any scenario where France can be pulled into this conflict, either if it's through NATO solidarity or outside of NATO? Thank you.

Emmanuel MACRON

Trois remarques. Premièrement, nous avons plusieurs risques d'escalade et d'escalade incontrôlée, en ce qui concerne la prolifération nucléaire et la possibilité que d'autres pays de la région soient visés par des frappes ou des représailles. Je ne veux pas ici établir une sorte de scénario différent ou spéculer, mais le risque d'escalade est clairement là. Et deuxièmement, la situation en Iran, clairement, ne devrait pas détourner notre attention et notre engagement sur Gaza. La situation n'est certainement pas réglée. La situation humanitaire est insupportable et c'est une des toutes premières priorités pour nous que d'obtenir un cessez-le-feu, de reprendre l'aide humanitaire, et de relancer un processus politique. Et troisième remarque sur l'OTAN, c'est qu'il nous faut rester concentrés sur ce qui menace la sécurité de l'OTAN, c'est-à-dire la guerre engagée par la Russie contre l'Ukraine. Et il faut que nous soyons concentrés pour aider les Ukrainiens à résister, pour renforcer nos sanctions, afin que la Russie revienne à la table des négociations pour une paix solide et durable. Voilà quelles sont mes trois observations.

Journaliste

Merci. Je vais tenter une question à tiroir. Israël a procédé ce matin à une frappe sur la prison d'Evin à Téhéran. Quel jugement portez-vous, Monsieur le Président, sur cette frappe ? Et que pouvez-vous dire du sort des deux Français qui sont détenus ? Et très rapidement, le Parlement iranien s'est aussi prononcé pour le blocage du détroit d'Ormuz. Quelle serait la réaction de la France si ça devenait le cas ? Est-ce qu'on pourrait envisager une réaction militaire de la part de Paris ? Merci.

Emmanuel MACRON

Sur la frappe, en effet, ce matin, je pense qu'elle n'a rien à voir avec les objectifs officiellement affichés. Elle ne réduit en rien le programme nucléaire iranien, et elle a mis en danger la vie de civils iraniens et étrangers. Le ministre des Affaires étrangères iranien a pu échanger avec notre ministre des Affaires étrangères et l'a assuré que nos deux otages n'avaient pas été touchés. Pour ce qui est des risques, en effet, d'escalade, et la fermeture du détroit d'Ormuz peut en faire partie, c'est un comité du Parlement, hier, qui, à un moment, a émis une option comme celle-ci. Donc, je ne pense pas que... En tout cas, ça n'est pas une décision formelle. Donc, je me garderais bien, aujourd'hui, d'élaborer sur des scénarios. La conséquence, de toute façon, pour l'économie mondiale, la Chine au premier chef et beaucoup d'autres, serait massive et, je pense, ferait réagir beaucoup de monde. Et la pression sur l'Iran serait alors importante. Mais je pense qu'aujourd'hui, la bonne méthode n'est pas de spéculer sur des scénarios possibles. Et je le redis, nous, nous gardons... nous avons la conviction très profonde et nous gardons la disponibilité pour qu'une voie diplomatique et technique soit réouverte.

Journaliste

Monsieur le Président, bienvenue en Norvège. I will ask my question in English. You are here to probably promote the French frigates for the Norwegian navy. What arguments have you presented to the Prime Minister? Or will you present to the Prime Minister if you haven't talked about it yet, in order to convince him to choose French for the Norwegian navy ?

Emmanuel MACRON

Le dossier est ouvert et je ne vais pas créer de difficulté pour votre Premier ministre. Néanmoins, je suis chargé de les vendre, donc je vais élaborer un peu. Pour nous, cette discussion sur les frégates n'est pas simplement commerciale, c'est une discussion stratégique. Elle fait partie, selon moi, du renforcement de notre relation et de ce partenariat très vaste que nous venons de signer qui couvre énormément de sujets. Et nous sommes absolument convaincus que notre sécurité est en jeu dans cette région également. Et lorsque l'on regarde les câbles, le pétrole, le gaz, la liberté de la souveraineté dans la région, ce n'est pas simplement votre pays qui est en jeu, mais tout le continent. Et c'est la raison pour laquelle nous souhaitons agir et nous comporter conformément à cette approche et travailler de plus en plus avec votre pays et votre gouvernement. Alors, s'agissant de nos frégates en tant que telle, je dirais que, premièrement, c'est le meilleur produit. Pourquoi ? Parce que nous les produisons, nous les utilisons, et si vous comparez à tous les autres, ils sont en retard dans tous leurs programmes, ils travaillent dur, mais ils ont beaucoup de retard. Alors que nous, nous livrons à temps des bateaux, des frégates tout à fait fiables que nous utilisons et nous les livrons toujours à l'heure à nos clients. Deuxièmement, elles sont disponibles dès cette année. Troisièmement, elles ont le meilleur système de défense aérienne. Et cette capacité d'avoir une offre de défense générale est proposée par cette brigade. Et puis également, en termes de ressources humaines, elles sont beaucoup plus économes, adaptées. On compte quelque 50 marins de moins pour des frégates de taille comparable. Et comme vous l'avez vu, je mentionnais des critères objectifs pour soutenir notre offre et nous sommes prêts à livrer et très enthousiastes, comme vous pouvez le voir.

Journaliste

Will you benefit politically as well?

Emmanuel MACRON

Absolument, je l'ai dit en introduction. Premièrement, grâce à ces échanges et au contexte général, nous sommes entrés dans une approche stratégique d'ensemble et une sorte d'intimité, comme votre Premier ministre l'a dit justement au début, qui est exceptionnelle à cette période. Donc ce n'est pas simplement un projet commercial, c'est clairement un projet stratégique qui présenterait des avantages pour les deux pays. Pardon, si je dois être plus explicite sur ce sujet, Naval Group et d'autres ont également construit des partenariats industriels avec des partenaires norvégiens, avec véritablement un apport économique pour votre pays.

[Traduit de l'anglais]